

- *Les gouvernements et les partenaires au développement doivent intervenir de manière mieux coordonnée, plus ciblée et plus rapide pour limiter efficacement les répercussions de la crise de Covid-19.*
- *Près de 49 millions d'Africains pourraient être plongés dans l'extrême pauvreté à cause de la pandémie, en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale*

ABIDJAN, Côte d'Ivoire, le 8 Juillet 2020,-/African Media Agency (AMA)/- L'Afrique devrait connaître un rebond de 3% de sa croissance économique en 2021 si les gouvernements parviennent à juguler la propagation de la pandémie de Covid-19, selon **le supplément aux « Perspectives économiques en Afrique 2020 »** publié le 7 juillet par la Banque africaine de développement.

Dans une évaluation socio-économique complète de l'impact de la pandémie, la Banque a déclaré que la croissance devrait rebondir à 3% en 2021, contre -3,4% dans le pire des scénarios pour 2020.

Ces prévisions sont contenues dans un supplément aux Perspectives économiques en Afrique de la Banque, publié le 30 janvier. La croissance de l'Afrique était alors prévue à 3,9 % en 2020 et à 4,1 % en 2021.

Le supplément avertissait que les perspectives de croissance pour 2021 et au-delà dépendraient largement de l'efficacité des gouvernements africains à aplatir la courbe de l'épidémie et des politiques de réouverture des économies.

Charles Leyeka Lufumpa, économiste en chef par intérim et vice-président pour la Gouvernance économique et la gestion des connaissances à la Banque africaine de développement, affirme que « pour rouvrir les économies, les décideurs politiques devraient adopter une approche progressive et graduelle qui évalue soigneusement les compromis entre le redémarrage trop rapide de l'activité économique et la préservation de la santé des populations. »

« Les activités économiques peuvent être relancées progressivement sur la base des risques de transmission des différents secteurs », déclare Lufumpa.

La propagation du coronavirus en Afrique dépend en grande partie du degré de préparation des pays, de leur capacité à isoler les patients infectés du reste de la population et à les traiter, indique le rapport, qui relève que sur le plan clinique, seuls 21 des 54 pays d'Afrique ont les moyens de faire face aux épidémies.

Le directeur exécutif du Consortium pour la recherche économique en Afrique et ancien gouverneur de la Banque centrale du Kenya, Njuguna Ndung'u, a décrit le supplément des Perspectives économiques en Afrique 2020 comme « un outil de politique très important et utile pour les pays africains et qui arrive à point nommé. »

« Il sera utile maintenant et à l'avenir. Il nous donne d'importantes stratégies à court, moyen et long terme », a-t-il ajouté, soulignant que des crises comme le COVID-19 présentent une bonne opportunité pour des réformes innovantes dans les pays.

Le supplément souligne que la courbe de la pandémie en Afrique est en train de s'aplatir progressivement. Cependant, compte tenu des insuffisances des systèmes de santé et de la protection sociale, le virus reste une menace pour les vies humaines et les moyens de subsistance des populations. Le continent demeure également vulnérable à d'autres menaces, comme les nuées de criquets en Afrique de l'Est, ou encore les événements climatiques extrêmes.

Selon le rapport de la Banque, l'Afrique pourrait perdre entre 145,5 milliards et 189,7 milliards de dollars américains de croissance en 2020.

Hanan Morsy, la directrice du Département des politiques macroéconomiques, des prévisions et de la recherche à la Banque africaine de développement affirme que « le supplément des Perspectives économiques en Afrique 2020 montre que pour la première fois depuis un demi-siècle, l'Afrique serait confrontée à une récession économique en raison des retombées de la pandémie de COVID-19. Cela affecterait les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté car on estime que 49 millions d'Africains pourraient être poussés dans la pauvreté, avec environ 30 millions d'emplois sur le point de disparaître. Les décideurs politiques doivent agir rapidement pour atténuer l'impact de la crise sur les groupes vulnérables grâce à des mesures de protection sociale bien ciblées. »

Nécessité de mesures d'intervention urgentes

La Banque appelle à des mesures d'interventions urgentes pour atténuer l'impact de la pandémie : « dans toute l'Afrique, les interventions doivent être parfaitement articulées et comprendre plusieurs volets : non seulement des mesures de santé publique pour contenir la propagation du virus et réduire le nombre de décès, mais aussi des mesures de politique monétaire pour atténuer les effets de l'insuffisance de liquidités et les risques d'insolvabilité, ainsi que des mesures budgétaires pour limiter les impacts économiques de la pandémie sur les moyens de subsistance et pour aider les entreprises ».

L'institution suggère également de nouvelles politiques de régulation du marché du travail destinées à protéger les salariés et les emplois, ainsi que des politiques structurelles devant permettre aux économies africaines de se reconstruire et d'améliorer leur résilience face aux chocs futurs.

Le tourisme, les transports et les loisirs seront certainement les secteurs qui tarderont le plus à repartir. Entre 2017 et 2018, le secteur du tourisme et des voyages en Afrique avait progressé de 5,6 % (moyenne internationale de 3,9 %).

Selon Morsy, le supplément prévoyait que dans le pire des cas, 49 millions d'Africains supplémentaires pourraient être poussés vers l'extrême pauvreté par les conséquences de la pandémie. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique (en usant du seuil de pauvreté international de 1,90 \$) pourrait atteindre 453,4 millions en 2020 en raison de la pandémie, contre 425,2 millions dans un scénario sans pandémie.

Selon les auteurs du supplément, les populations d'Afrique de l'ouest et du centre courent un risque plus élevé de tomber dans l'extrême pauvreté en raison de la pandémie, mais le

COVID-19 pourrait également aggraver la pauvreté en Afrique orientale et australe.

Les cas confirmés de COVID-19 dans 54 pays africains s'élevaient à 304 642 pour 8 087 décès signalés au 22 juin 2020. Mais selon le supplément, en réalité les chiffres rapportés étaient probablement plus élevés en raison des capacités de test limitées dans la plupart des pays.

« Pour rouvrir les économies, les décideurs politiques doivent adopter une approche progressive et graduelle qui évalue soigneusement les compromis entre la reprise trop rapide de l'activité économique et la préservation de la santé des populations. Ils doivent également renforcer la confiance et l'adhésion du public et s'attaquer aux goulets d'étranglement structurels qui rendent le continent plus vulnérable aux chocs futurs. », affirment les auteurs du rapport.

Accédez au rapport complet

ici : <https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020-supplement>

Distribué par [African Media Agency \(AMA\)](#) pour la Banque Africaine de Développement.